



CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE (CGV)

pour l'acquisition de prestations en ligne auprès de l'administration cantonale genevoise
(ci-après : les « e-démarches »)

Dispositions générales

Tous les achats de produits ou prestations proposés à la vente ou soumis à émolument sur le site internet officiel de l'État de Genève sont soumis aux présentes CGV.

Toute utilisation des e-démarches du site officiel pour la délivrance d'une prestation, d'un service ou d'un produit proposé, implique l'acceptation expresse et sans réserve des présentes CGV.

Modalités d'exécution des paiements en ligne et responsabilité

Le service de paiement en ligne est assuré par la société suisse Datatrans SA, spécialisée dans les systèmes de paiements sécurisés, dont le siège se trouve à Zurich. Les serveurs de la société sont localisés en Suisse. Datatrans SA s'engage à respecter la LIPAD et la LPD.

L'État de Genève se réserve le droit d'auditer les installations du sous-traitant en cas de doute.

Les données validées par l'utilisateur ou l'usager permettant son identification sont communiquées à notre sous-traitant au nom et sous la responsabilité de l'acheteur au moment du paiement de la prestation. Les usagères et usagers sont seuls responsables des erreurs de saisie ou de connexion, ainsi que de toute défaillance technique leur incombant.

Les informations échangées entre l'État de Genève et Datatrans SA sont cryptées et validées au moyen de clés de hachage connues uniquement par l'État de Genève et Datatrans SA. Les données bancaires saisies sur les pages web de Datatrans SA au moment des paiements, sont traitées et stockées par la société sous sa responsabilité exclusive.

Les informations bancaires ne sont pas enregistrées sur les serveurs de l'État de Genève. Seules les données nécessaires à la délivrance de la prestation demandée, à savoir la prestation elle-même, le nom, le prénom, l'adresse postale et l'e-mail du titulaire du moyen de paiement, ainsi que la date, le numéro de référence et le montant de la transaction, sont stockées sur les serveurs de l'État de Genève.

L'État de Genève ne saurait être tenu responsable de l'utilisation abusive ou usurpée d'une carte de crédit.

Les moyens de paiement pris en charge sont définis par les services financiers concernés de l'État de Genève et la société Datatrans SA.

Sécurité et protection des données

L'État de Genève s'engage à prendre les précautions utiles pour préserver la sécurité des données collectées auprès des usagères et usagers lors de l'utilisation de e-démarches, conformément aux [Conditions générales d'utilisation des e-démarches et de Mon espace e-démarches](#).

Conditions spécifiques à certaines catégories de prestations

En cas de besoin, l'État de Genève se réserve le droit d'établir des conditions spécifiques de vente qui peuvent compléter les présentes CGV ou y déroger.

For et droit applicable

Tout litige lié à l'exécution ou à l'interprétation des présentes CGV est de la compétence des tribunaux du canton de Genève, sous réserve d'un recours au Tribunal fédéral.

Le droit applicable est le droit interne suisse, à l'exclusion de la Loi sur le droit international privé (LDIP).